

## Avant-propos

Ce livre synthétise des enseignements sur la ville dispensés dans divers lieux institutionnels : universités, écoles d'architecture et de travailleurs sociaux, Masters d'aménagement et de développement local. Au fil des années, les publics concernés, sociologues, géographes, ethnologues, futurs architectes et urbanistes, ont largement contribué, par leurs questions, à l'approfondissement de notre réflexion. Autant qu'à notre objet, nous leur devons cette richesse pluridisciplinaire. Si cet ouvrage est avant tout dédié à la sociologie urbaine, il n'est guère possible d'évoquer la ville sans croiser les écrits de géographes, d'ethnologues, démographes et bien entendu d'historiens. Ils nous ont confirmé dans l'idée d'une certaine homogénéité des sciences sociales.

Nos préoccupations s'attachent aussi à l'urbanisme opérationnel, dont les procédures mériteraient d'être plus souvent éclairées par les réflexions des sciences sociales. Celles-ci permettent de comprendre comment un aménagement urbain peut s'inscrire de manière durable dans la société. Leur démarche, fondée sur la distanciation à l'égard des pouvoirs et règles institués, nous semble plus riche que leurs techniques et recettes. Ayant autrefois travaillé au service de collectivités locales, nous mesurons combien la capacité critique des sciences sociales peut être un moteur essentiel pour l'action quotidienne au service de la ville. Ainsi, cette introduction pourrait se résumer par deux propositions simples et interdépendantes : la ville est un sujet politique qui engage des choix et des valeurs ; l'apport des sciences sociales est fondé sur des faits démontrables.

Ce livre obéit à deux principes méthodologiques : la démarche historique et le travail de terrain. Les recherches d'histoire urbaine, qui connaissent un développement depuis les années quatre-vingt, permettent de mettre en perspective les débats d'urbanisme contemporain et les théories des sciences sociales qui y correspondent. Chacun des chapitres de cet ouvrage rappelle d'abord les auteurs classiques sur le thème considéré en situant leurs écrits dans leur contexte social et politique. Il se poursuit ensuite sur les débats actuels en intégrant dans cette seconde édition un plus grand nombre de références étrangères. Le souci pédagogique nous a aussi conduit à ne jamais isoler les propos abstraits ou théoriques de réalités concrètes. En interrogeant un agent immobilier, en observant la disposition spatiale d'une zone pavillonnaire ou la tenue d'un conseil de quartier, le lecteur pourra tester la portée des outils théoriques proposés dans ce livre. Le même souci nous a conduit à proposer un dernier chapitre consacré à l'enquête urbaine. Il consiste à exposer les outils documentaires, cartographiques et statistiques dont dispose le chercheur urbain pour mener l'étude d'un lieu, qu'il s'agisse d'une ville ou d'un quartier.

Tout au long des chapitres de ce livre, les objets étudiés sous la dénomination de « ville » (formes sociales, modes de vie, gouvernements) renvoient à des époques différentes. La morphologie sociale s'inscrit dans une période de transformation physique de la ville de 1900 à 1970. Elle répond à des questions immédiates : quels sont les besoins collectifs ? Comment les groupes s'intègrent-ils dans les nouvelles cités ? L'écologie urbaine, qui commence sa carrière dans les années vingt aux États-Unis, la poursuit en France dans les années quatre-vingt. Ses interrogations portent sur l'intégration urbaine des populations immigrées, sachant que l'urbain renvoie à la proximité spatiale. Au seuil des années quatre-vingt-dix, le nouvel engouement pour le gouvernement urbain conduit à redécouvrir les « bonnes villes » décrites par Max Weber. Les chercheurs constatent dans la ville contemporaine des phénomènes de régulation et d'arrangements citoyens.

Ainsi, suivant la tradition sociologique, trois entrées nous ont semblé pertinentes pour aborder la ville : le rapport entre espaces urbains et sociétés (chapitre II), la ville comme mode de vie (chapitre III), la ville comme lieu du politique (chapitre IV). Ces thèmes répondent à une question fondamentale : en quoi la ville est-elle un objet sociologique ? (chapitre I).

## I / La ville, phénomène sociologique

La notion d'urbain est souvent utilisée pour qualifier des faits culturels, sociaux, économiques. Le sociologue se trouve interpellé par une grande variété de phénomènes actuels qualifiés d'« urbains » : Internet, la maison individuelle, certaines musiques, les associations d'habitants, les incivilités, la mendicité, le bruit, les transports, les lieux de rencontre, etc. Quel est le propre de la ville dans ces phénomènes ? Dans quelle mesure la sociologie donne-t-elle des outils pour étudier ces sujets ?

### 1. Les indicateurs statistiques du phénomène urbain dans le monde

Le phénomène urbain a envahi la planète. À la fin des années quatre-vingt-dix, l'ONU estime que la population urbaine (considérée à partir d'un seuil de 5 000 habitants) représente 50 % de la population mondiale contre 33 % en 1950 ; 250 agglomérations dépassent le million d'habitants contre 16 seulement en 1900 et aucune au début du XIX<sup>e</sup> siècle. En 2003, selon l'ONU, les plus importantes sont Tokyo (35 millions), Mexico (18,7), New York (18,3), Sao Paulo (17,9), Bombay (15), Calcutta (13,8), Shanghai (12,8), Pékin (12,3), Djakarta (12,3), Rio de Janeiro (11,2), Séoul (9,7). Parmi les 100 premières villes du monde, 44 se trouvent en Asie et 9 en Afrique. Mais quelles réalités se cachent derrière ces chiffres ? La notion de ville est difficile à définir avec précision.

### *Délimiter la ville*

La population semble l'indicateur le plus commode pour définir une ville. Néanmoins, le critère de la population urbaine agglomérée est très variable selon les pays : il y a une ville lorsqu'une agglomération dépasse 250 habitants au Danemark, 2 000 en France, 11 000 en Égypte, 30 000 au Japon. Les différences de définition de la ville reflètent les degrés d'urbanisation. Le critère de population ne peut être satisfaisant que si les limites physiques de la ville sont clairement posées. Or, celles-ci varient au cours du temps. En France, le critère du continuum bâti s'est rapidement imposé. Dès 1962, l'INSEE conçoit l'unité urbaine comme l'« ensemble d'une ou plusieurs communes dont le territoire est partiellement ou totalement couvert par une zone bâtie d'au moins 2 000 habitants. Dans cette zone, les constructions sont séparées de leurs voisines de moins de 200 mètres ». En 1975, l'INSEE conçoit les zones de peuplement industriel et urbain (ZPIU), qui traduisent la zone d'influence des villes, notamment les transports du domicile au lieu de travail. Chaque unité urbaine fournit au moins 5 000 emplois. En 1997, les aires urbaines sont un « ensemble de communes d'un seul tenant et sans enclave constitué par un pôle urbain [...] et sa couronne périurbaine dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou les communes attirées par celui-ci ». L'aire urbaine comprend donc les banlieues et la couronne périurbaine jusqu'à la limite des communes relevant de plusieurs pôles. Au recensement de 1999, l'INSEE a ainsi dénombré 361 aires urbaines abritant 42,8 millions d'habitants, et 2 millions d'habitants dans des communes pluripolarisées. L'espace à dominante rurale (en dehors d'une aire urbaine) représente 13,6 millions d'habitants, soit à peine 23 % de la population française.

### *L'ambiguïté de la densité*

La notion de densité a souvent été utilisée pour définir la ville. Mais il faut se garder de l'apparente scientificité de ce rapport quantitatif entre la population et la superficie d'un territoire. Cette mesure traduit des modes d'occupation du sol différents. Ainsi, la petite couronne d'Île-de-France est, à superficie comparable, plus densément peuplée (8 047 habitants au km<sup>2</sup>) que celle

de Londres (6 391 habitants au km<sup>2</sup>). En effet, le modèle urbain francilien est plus concentré autour de Paris que ne l'est la région autour de Londres. De plus, la densité dépend de la composition des espaces étudiés : hauteur des habitations, espaces non construits. Ainsi la densité de Manhattan (24 754 habitants au km<sup>2</sup>) est-elle fortement affaiblie par l'existence en son sein de Central Park, alors que celle de Paris (20 476 habitants au km<sup>2</sup>) se calcule le plus souvent hors des bois de Boulogne et de Vincennes. Il faut aussi rappeler que la densité de population ne traduit que l'aspect résidentiel de la ville : les zones d'affaires et de bureaux, pourtant situées au cœur des cités (à New York, le Central Business District), sont souvent moins densément peuplées que leurs alentours. La vie urbaine y est pourtant intense. Enfin, il convient de garder à l'esprit que les délimitations physiques sur lesquelles repose le calcul de la densité renvoient plus à des découpages administratifs et politiques qu'à des données « naturelles » (cours d'eau, versant...). Or ces découpages (par exemple les 36 000 communes de France) sont le résultat de processus sociaux.

Les sociologues considèrent la densité comme une condition nécessaire et non suffisante de la vie urbaine. Selon Émile Durkheim (1858-1917), les villes se caractérisent par une densité physique (rapport population/surface) qui résulte de la « densité morale » des sociétés, autrement dit le degré de partage de règles et de valeurs communes. Selon Durkheim : « Tant que l'organisation sociale est segmentaire, la ville n'existe pas » [1893, p. 238]<sup>1</sup>. Mais, si la densité morale permet la densité physique, l'inverse n'est pas forcément vrai. De nombreuses agglomérations de populations, comme des villes ou des quartiers nouveaux, ne permettent pas, malgré une densité physique élevée, une vie sociale intense. En dépit des efforts des urbanistes, l'anonymat est souvent la règle, alors que de vieux quartiers tout aussi denses se constituent parfois en communautés habitantes. À l'inverse, les études de réseaux ethniques et familiaux dans les villes ont montré qu'une proximité sociale pouvait se traduire par une proximité spatiale, c'est-à-dire un regroupement spatial significatif dans un quartier de la ville [Fischer, 1982].

---

1. Les références entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'ouvrage.